



CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

2016

Entre

La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DRACENOISE, Square Mozart CS 90129 83004 DRAGUIGNAN Cedex, représentée par son Président Monsieur Olivier AUDIBERT TROIN, en vertu de la délibération N° C_2016, ci-après désignée « CAD »

D'une part,

et

L'ASSOCIATION AJIR, MISSION LOCALE CENTRE VAR dont le siège social est fixé : bâtiment I, les Vignes, 83340 LE LUC EN PROVENCE, représentée par son Président Monsieur Gabriel UVERNET

D'autre part,

Pour les subventions d'un montant annuel excédant 23 000 euros, la conclusion d'une convention d'objectifs définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée est obligatoire.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : PREAMBULE

« Les missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes se sont développées à partir de 1982 par la volonté conjointe des communes et de l'Etat, puis de celle des régions en 1993, réaffirmée en 2004, pour organiser localement une intervention globale au service des jeunes, de 16 à 25 révolus, en quête d'un emploi durable et d'une autonomie sociale. Elles constituent aujourd'hui, en tant que pivot de l'accompagnement des jeunes, un réseau placé au cœur des politiques publiques d'insertion des jeunes.

Inscrites désormais dans le Code du travail aux articles L5314-1 et s, et partie intégrante du service public de l'emploi, les missions locales accompagnent tous les jeunes sortis du système scolaire, avec ou sans qualification, en particulier ceux ayant le moins d'opportunités. Elles leur proposent un accompagnement gratuit ainsi que des solutions, dans la perspective de leur insertion professionnelle et sociale.

A ce titre, elles sont aussi reconnues par le Code de l'Education en ses articles L313-7 et 313-8 comme un partenaire incontournable de la lutte contre le décrochage scolaire.

Pour ce faire, elles s'appuient sur les dispositifs mis en place par l'Etat, les régions, les départements, les communes et les intercommunalités, chacun dans leurs champs de compétences définies par la loi »

Extrait du préambule du protocole 2010 des Missions Locales qui s'inscrit dans la continuité des protocoles précédents.

Signé par





Au-delà de leurs missions d'accompagnement social et professionnel des jeunes de 16 à 25 ans, les Missions Locales remplissent également une fonction d'observatoire et de concertation entre les différents partenaires en vue de renforcer et de compléter les actions qu'ils conduisent en fonction de leur champs de compétence.

Ces missions sont formalisées de façon différenciée avec leurs principaux partenaires financiers:

• **Avec l'Etat :**

Une Convention Pluriannuelle d'Objectifs déclinée autour de 5 offres de services. Cette Convention fait notamment référence à la Loi de programmation pour la cohésion sociale et aux Articles L.311-10-2 et L.322-4-17-1 à L.322-4-17-4 du code du travail qui garantissent l'accès au droit à l'accompagnement des jeunes : délégation de service public confiée aux Missions Locales pour l'insertion des jeunes de 16 à 25 ans.

- Offre de service n°1 : repérage, accueil, information, orientation,
- Offre de service n°2 : accompagnement des parcours d'insertion,
- Offre de service n°3 : développement d'actions pour favoriser l'accès à l'emploi,
- Offre de service n°4 : expertise et observation active du territoire,
- Offre de service n°5 : ingénierie de projet et animation locale au service de l'insertion professionnelle et sociale des jeunes.

• **Avec le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur :**

Une Convention régionale de partenariat déclinée en Plan d'Action Opérationnel annuel. Celui-ci s'appuie sur les missions et objectifs génériques et centraux des Missions locales tels que définis dans le protocole 2010 et validés par la Région et l'Association Régionale Des Missions Locales (ARDML). Il s'appuie également sur les orientations régionales en matière de formation professionnelle, d'apprentissage et d'emploi.

Cette convention s'articule autour de 5 objectifs :

- Objectif n°1 : renforcer les missions d'accueil, d'information et d'orientation des jeunes de moins de 26 ans,
- Objectif n°2 : amplifier la contribution de la Mission locale dans la construction et l'accompagnement des parcours d'insertion des jeunes,
- Objectif n°3 : favoriser la prise en compte de l'ensemble des difficultés rencontrées par les jeunes,
- Objectif n°4 : contribuer à l'expertise des problématiques d'insertion des publics jeunes du territoire,
- Objectif n°5 : contribuer à l'animation locale du territoire et ingénierie de projet.

• **Avec le Conseil Général du Var** en matière d'action sociale :

Une convention annuelle sur le volet de l'accompagnement social des jeunes en parcours d'insertion socioprofessionnelle au titre de la politique de solidarité, afin de renforcer l'action



sociale professionnalisée de la mission locale auprès des jeunes les plus en difficulté sur la base du maintien ou de la création d'un emploi de travailleur social diplômé.

□ **Avec les Communes ou intercommunalités**, chacune d'elles contribue individuellement au fonctionnement général des Missions Locales et permet dans une logique de proximité :

- **l'accueil, l'information, l'orientation et l'accompagnement des jeunes dans leur parcours d'insertion sociale et professionnelle,**
- **la prise en compte des problématiques périphériques freinant l'accès à l'emploi des jeunes,**
- **la veille et l'observation de la situation des jeunes,**
- **l'animation territoriale, le développement local, la conduite ou la participation à des projets locaux répondant aux spécificités des territoires.**

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONVENTION

La zone d'intervention géographique de la Mission Locale du Centre Var comprend 12 communes adhérentes : Le Thoronet, Cabasse, Le Luc, Le Cannet des Maures, Flassans, Gonfaron, Les Mayons, Besse, Pignans, Vidauban, Taradeau, Les Arcs sur Argens.

La CAD s'engage à soutenir financièrement les actions dont l'association s'assigne la réalisation, pour les jeunes des communes concernées – Les-Arcs-sur-Argens, Taradeau et Vidauban, par une aide au fonctionnement.

La Mission Locale du Centre Var a pour objet d'aider les jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire, à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion professionnelle et sociale en assurant des fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement.

La Mission Locale du Centre Var doit informer, accueillir et contacter, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes existants tous les jeunes relevant de son champ de compétence.

Elle favorise la concertation entre les différents partenaires en vue de renforcer ou de compléter les actions conduites par ceux-ci, notamment pour les jeunes rencontrant des difficultés particulières.

Elle a vocation à aider ces jeunes, à construire un itinéraire d'insertion sociale et professionnelle individualisé et personnalisé et à assurer le suivi de son application.

A cet effet, en fonction des missions de service public qui lui sont confiées, elle assure une fonction de prescription et d'accompagnement sur les dispositifs de formation ou d'emploi spécifiques au public jeune.

Elle contribue à assurer une intervention coordonnée des institutions et acteurs existants sur l'ensemble des problèmes de vie quotidienne qui feraient obstacle à leur insertion sociale et professionnelle, afin que, dans une approche globale, soit prise en charge la recherche de solutions adaptées en matière de logement, de santé, de loisirs, de mobilité...



Elle contribue, en relation notamment avec Pôle Emploi, les organismes de formation, et les employeurs à impulser, en fonction des possibilités locales, des réponses appropriées aux problèmes d'insertion, de formation et d'emploi qui se posent localement aux jeunes.

La Mission locale s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues .

Dans le cadre de la fiche action 2 du SPEP-P 2015/2017, la Mission Locale Centre Var s'engage, en 2016, à mettre en œuvre tous les moyens afin de mettre en cohérence les zones d'intervention des missions locales dans le périmètre du SPEP-P (fusion avec la Mission Locale Dracénoise Verdon Bagnols Pays de Fayence). Il s'agit de rechercher une plus grande efficacité, efficience afin de permettre aux jeunes d'émarger aux mêmes dispositifs avec une seule organisation territoriale définissant des points d'accueil.

Cette convention d'objectifs entre la CAD et la Mission Locale du Centre Var stipule les obligations réciproques des parties pour parvenir aux actions définies.

ARTICLE 3 : EXECUTION DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 01/01/2016 et se terminera le 31/12/2016, et fait l'objet d'un engagement financier annuel.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Le montant total annuel de la subvention de la CAD à la Mission Locale du Centre Var s'élève à 26 087€ pour l'année 2016. Ce montant sera crédité au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur. La subvention de la CAD est inscrite au budget de chaque exercice à la nature comptable 6574-902 « Subventions de fonctionnement aux associations et autres organismes de droit privé », fonction spéciale Missions locale. Le comptable assignataire est le Trésorier Principal de DRAGUIGNAN.

La Communauté d'Agglomération Dracénoise peut suspendre ou diminuer le montant des avances et versements, remettre en cause le montant de la convention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées, en cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention par l'association.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS COMPTABLES

L'association s'engage :

- à fournir un compte rendu d'exécution et le compte de résultat annuel, avant le 30 juillet de l'année suivante,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable révisé,
- à transmettre à l'administration tout rapport produit par le commissaire aux comptes, dans les délais utiles.



ARTICLE 6 : EVALUATION DE REALISATION DES OBJECTIFS OU DES ACTIONS

L'association s'engage à faciliter le contrôle par la CAD de la réalisation des actions, notamment par l'accès à tous les bilans administratifs et comptables utiles à cette fin, y compris par communes concernées. La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à l'établissement de ce bilan.

ARTICLE 7 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration du délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec l'accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 : LITIGE

Tout litige né tant de l'interprétation que de l'exécution des présentes, sera porté devant les juridictions compétentes comportant la Communauté d'Agglomération Dracénoise dans leur ressort, après épuisement de toutes les voies amiables et arbitrales.

Fait à DRAGUIGNAN, le

Pour la Mission Locale
Centre Var

Pour la Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Gabriel UVERNET
Président

Olivier AUDIBERT TROIN
Président
Député du Var